

## ATELIER 8

### ÉMERGENCE ET ORGANISATION DES NOUVELLES ELITES EN ASIE

**Jean-Marie BOUISSOU, CERI**  
**Éric SEIZELET, IAO, UMR 5062**

L'Asie orientale est confrontée aujourd'hui à d'importants défis. Celui des mutations socio-économiques engendrées par la mondialisation. Celui de la sécurité - externe avec la disparition de la logique d'allégeances croisées qui prévalait pendant la guerre froide, interne avec la menace terroriste, plus explicite il est vrai en Asie du sud-est qu'en Asie du Nord-Est. Celui enfin des transitions politiques, soit que la sortie des dictatures ait posé directement la question de l'acclimatation de la démocratie (Philippines, Taïwan, Corée du sud, Indonésie), soit que les transformations des modèles économiques aient posé, de façon plus oblique, le problème des évolutions du mode de gouvernance (Chine, Vietnam, mais aussi Japon). Ces défis simultanés imposent aux élites dirigeantes d'en réduire les effets dysfonctionnels pour préserver leur légitimité, et de concevoir un mode de développement politique, économique et culturel propre à assurer leur pérennité. Dans le même temps, ces évolutions, dans un contexte d'autonomie des sociétés civiles grandissante, ont aussi provoqué l'apparition de nouveaux acteurs susceptibles de concurrencer les institutionnels ou les « professionnels » de la vie publique (partis politiques, syndicats, haute administration, voire les militaires).

Il en est parfois résulté des changements importants dans le système des interactions politiques, consécutifs le plus souvent à des bouleversements institutionnels, comme en Corée du sud où le « parti militaire » est rentré dans le rang. Mais cette simplification apparente est trompeuse, soit que l'abandon du monopole du pouvoir ait été compensé par des stratégies d'influence occultes, comme ce fut le cas de l'armée en Indonésie après la chute du président Suharto, soit qu'elle se soit accompagné de la montée en puissance de mouvements alternatifs divers qui entretiennent avec le politique des relations ambiguës (le désir de distanciation, souvent exprimé, ne traduit pas toujours une volonté de retrait, mais le désir de faire de la politique « autrement »), soit qu'aient émergé des revendications ou des discours de caractère communautaire, vecteurs d'identités et d'appartenances multiples, principalement dans les pays d'Asie du Sud-Est.

Au cours de cet atelier, les discussions s'organiseront autour des quatre problématiques suivantes :

- 1) Les facteurs culturels, politiques, économiques et sociaux susceptibles de favoriser l'éclosion de ces nouvelles élites, ainsi que les modes constitutifs d'un capital politique spécifique fondant leur légitimité d'acteurs, tant du point de vue des trajectoires sociales dont elles sont issues que du message qu'elles véhiculent auprès des masses. Ces facteurs et ces trajectoires doivent permettre de caractériser des types de leadership, des figures d'autorité qui par leur nature même ou leur itinéraire se démarquent du mode traditionnel de production des élites ou le subvertissent.
- 2) Le rôle de ces nouvelles élites dans la compétition politique : on s'attachera ainsi plus particulièrement à analyser la place qu'elles occupent, ou qu'elles

revendiquent, dans les lieux de pouvoir, soit qu'elles tentent d'investir directement l'espace du politique en entrant en concurrence avec les élites en place, soit en jouant sur les différences de niveau et de perception de cet espace : centre contre périphérie, national contre local, « indigène » contre « étranger ». Les formes de cet investissement peuvent être elles mêmes diversifiées : conventionnelles lorsqu'elles empruntent les voies organisées et reconnues de sélection et de recrutement, non conventionnelles, lorsqu'elles s'effectuent en dehors d'elles. Cette diversification n'étant pas elle-même étrangère aux modes d'organisation et de structuration qu'elle engendre et aux types d'actions qu'elle génère.

- 3) Les stratégies de réplique mises en place pour contrecarrer, limiter ou encadrer l'essor de ces nouvelles élites. On peut en concevoir de trois types qui ne sont pas d'ailleurs exclusives, autorisant des effets de modulation et de graduation en fonction des contextes et de la conjoncture politique : la *répression* lorsque l'apparition de ces nouvelles élites est ressentie comme une menace par le pouvoir en place, soit par le recours aux ressources de l'appareil policier, soit plus « subtilement » par des manœuvres de déstabilisation auprès de l'opinion ; la *récupération* lorsqu'il apparaît utile aux autorités d'asseoir leur propre légitimité en épousant, au moins partiellement, les thèmes, discours et modes de communication développés par ces nouvelles élites ; l'*absorption*, lorsque le gouvernement entreprend de désamorcer toute concurrence potentielle en offrant à leurs leaders des positions de pouvoir ou en les corrompant, en d'autres termes en les engluant dans un processus de notabilisation et de « normalisation ».
- 4) La perception par les analystes locaux des enjeux suscités par l'émergence de ces nouvelles élites. S'il apparaît évident qu'un regard extérieur, celui d'observateurs occidentaux, peut être utile d'un point de vue épistémologique à la compréhension des phénomènes politiques observés, il ne doit pas occulter celui que les politologues locaux jettent sur leur propre société. Cette mise en perspective apparaît nécessaire, non seulement pour ne pas céder aux séductions de l'occidentalocentrisme, mais aussi parce que les grilles d'analyse, la perception des évolutions, leur conceptualisation peut être sensiblement différente.

## PROGRAMME

■ Max-Jean ZINS, CNRS, CERI,

« Castes et classes en Inde: réflexions sur la montée de nouvelles élites en Inde »

■ Romain BERTRAND, FNSP, CERI,

« Les 'politikus'. Perception du métier parlementaire dans l'Indonésie de la Reformasi (1998-2004) »

■ Juliette VAN WASSENHOVE, IEP de Paris, CERI,

« Une nouvelle génération d'élites malaises. Changer l'État en changeant la société (civile) ? »

■ Jean-Marie BOUISSOU, CERI,

« Figures de l'autorité et légitimité des élites dans le manga japonais des années 1990 »

■ Eric SEIZELET, CNRS, IAO,  
« Le renouvellement politique en panne : la patrimonialisation des charges parlementaires au Japon ».

■ Emilie Tran, IEP de Paris, CEFC,  
« Les conseillers des princes et la mutation du régime communiste chinois »

## RÉSUMÉS

■ Max-Jean ZINS, CNRS, CERI,  
« Castes et classes en Inde: réflexions sur la montée de nouvelles élites en Inde »

L'Inde actuelle est traversée par de profonds bouleversements. Une sorte de "révolution silencieuse" s'y développe dont l'aspect immédiat est d'ordre sociologique : les castes situées au bas de l'échelle traditionnelle du système des castes occupent peu à peu le devant de la scène, bénéficiant notamment des politiques de discrimination positive mise en oeuvre par les différents Etats de l'Union indienne. On se proposera de réfléchir sur l'ampleur et la profondeur du phénomène ainsi que sur ses implications politiques. La montée de nouvelles élites de castes croisent-elle, notamment, celle de nouvelles élites de classe ? Tenter de répondre à cette question permettra peut-être de relativiser, tout en les soulignant, certaines des nouvelles réalités politiques de l'Inde.

■ Romain BERTRAND, FNSP, CERI,  
« Les 'politikus'. Perception du métier parlementaire dans l'Indonésie de la Reformasi (1998-2004) »

Depuis la démission forcée du Président Suharto en mai 1998 et la restauration du multipartisme concurrentiel en 1999, une nouvelle classe politique parlementaire a vu le jour en Indonésie. Au plan sociologique, la question reste toutefois posée de la "nouveau-té" réelle de cette élite politique, essentiellement urbaine et beaucoup plus diplômée que son électorat. La plupart des "wakil rakyat" ("délégués du peuple") sont en effet issus des milieux sociaux dominants (ce sont à près de 65 % des médecins, des avocats, des chefs d'entreprise, d'anciens journalistes) et avaient entamé leur carrière politique sous l'Ordre Nouveau, dans les rangs du parti-Etat (le Golkar) ou des deux partis légaux d'opposition (PPP et PDI). L'on a donc rarement affaire à des "nouveaux venus" de la politique, mais plutôt à de petits notables "d'ancien régime" qui se sont engagés dans des stratégies de reconversion de ressources de domination et de savoir-faire militants préalablement acquis. L'absence de toute grande enquête sociologique sur le profil social et politique de ces députés (ceux élus en juin 1999 comme ceux élus en mai 2004) ne permet pas pour l'heure de référer l'étude de certaines trajectoires individuelles à des données statistiques fiables. Ce que l'on tentera de faire ici - à partir de résultats d'enquêtes menées en 1999, 2000 et 2001 auprès d'une vingtaine de dirigeants de partis et d'une dizaine de députés -, c'est donc plutôt de s'intéresser aux perceptions (ou aux mythologies sociales) du rôle parlementaire : perceptions véhiculées par les élus eux-mêmes, bien sûr, mais aussi par la presse nationale populaire et par les intellectuels djakartanais (analystes politiques, chroniqueurs, artistes etc). L'on verra ainsi que les visions dépréciatives de l'activité politique perdurent, et que

l'omniprésence des discours de dénonciation de la corruption entretient l'image stigmatisante des "politikus" par-delà la césure de la "Reformasi" de 1998. Le terme "politikus" est simultanément une traduction (ou plutôt une vernacularisation) du terme anglais "politician", et un jeu de mots avec le terme "tikus" ("rat") qui désigne les corrompus : ceux qui "grignotent" le patrimoine de l'Etat et qui "grouillent" clandestinement en son sein. L'image satirique du "système des 4 D" ("datang, duduk, diam, duit" : "venir, s'asseoir, se taire, [empocher] l'argent") perdure également. Cependant, dans le même temps, le rôle des parlementaires dans la vie publique s'est considérablement renforcé, au terme d'une série d'évolutions institutionnelles et du reformatage des espaces du débat politique (nouveaux lieux, nouveaux idiomes du rapport à l'Etat). On se trouve ainsi dans la situation, sinon paradoxale du moins duale, où la montée en puissance du Parlement, qui s'est effectuée à travers de nombreuses crises de régime, s'accompagne de la reconduction, dans la presse et dans le discours des députés eux-mêmes, d'images très négatives du métier parlementaire : métier dicté par la recherche du profit plus que par la défense de convictions, et dont la réalité en termes de pouvoir et d'influence se joue hors-champ, dans les "réunions de l'ombre" ("rapat gelap").

■ Juliette VAN WASSENHOVE, IEP de Paris, CERI,  
« Une nouvelle génération d'élites malaises. Changer l'État en changeant la société (civile) ? »

Très populaire en Malaisie, Anwar Ibrahim est difficilement classable. Leader étudiant, architecte de l'islamisation de la société malaisienne, islamiste modéré prônant un engagement strictement civil dans les années 1970, il a été pressenti à plusieurs reprises pour occuper un poste important au sein du parti islamiste d'opposition, le PAS, et fit finalement carrière au sein de l'UMNO, le parti nationaliste malais dominant la coalition au pouvoir, avant de devenir un pilier du gouvernement de Mahathir Mohamad et son héritier apparent. Après son éviction en septembre 1998, il devient la principale figure - in absentia, car il fut rapidement emprisonné - d'un nouveau parti, KeADILan (Parti de la Justice), au centre d'un mouvement d'opposition qui obtient aux élections de 1999 les meilleurs résultats depuis l'indépendance. On a souligné « l'effet Anwar », tout comme on l'a par la suite minimisé, ainsi que l'impact des structures associées à son nom, tant ABIM (Mouvement de la Jeunesse Islamique de Malaisie), créé en 1971, que KeADILan. Les « Anwaristas », comme on les surnomme péjorativement, n'ont-ils d'existence que par leur leader charismatique ? Spectaculaire, le parcours d'Anwar est pourtant loin d'être unique. Au même moment que lui, et pour la première fois, des Malais ont accédé en nombre à l'éducation supérieure, en Malaisie mais aussi en Angleterre. Des formes de socialisation et de politisation inédites sont alors apparues, basées sur le syndicalisme étudiant, mais aussi sur le dakwah, ou entreprise de conscientisation islamique, et la critique peu culturellement correcte des gouvernants, traditionnellement issus, pour les Malais, de l'aristocratie ou de la sélection par les autorités coloniales. C'est donc une nouvelle génération qui invente son propre espace politique : l'interrogation sur les pratiques de l'engagement, entre partis et associations, la caractérise, ainsi que la vernacularisation de répertoires discursifs étrangers, avec la réflexion partagée sur l'idée de « société civile islamique ».

■ Jean-Marie BOUISSOU, CERI,

« Figures de l'autorité et légitimité des élites dans le manga japonais des années 1990 »

La légitimité du manga comme objet d'étude scientifique, y compris dans une perspective de science politique, se fonde à la fois sur la puissance de cette industrie culturelle (40% du tirage total de l'édition japonaise), sur l'étendue de son lectorat dans toutes les tranches d'âge (à la seule exception des plus de 60 ans), sur son utilisation par les élites elles-mêmes comme instrument de communication, et par une interaction exceptionnellement étroite entre les producteurs et les lecteurs, qui en fait un bon reflet des enjeux sociaux et de l'évolution des mentalités collectives.

La question de l'autorité et, sous-jacente, celle des sources de sa légitimité, sont centrales dans le manga shōnen, dont la fonction principale est de socialiser les adolescents et, à un moindre degré, dans le shōjo, destiné aux adolescentes. Cette communication se propose, à travers l'étude de quelques uns des best sellers de ces deux genres depuis 1990, d'analyser les messages qu'ils transmettent à ce propos. On y étudiera notamment l'impact que la crise économique, politique et sociale que le Japon traverse depuis quinze années a pu avoir sur les représentations implicites ou explicites qu'elles donnent du pouvoir et des élites, et aussi comment, s'agissant de stratégie de communication, un discours étonnamment conservateur est véhiculé sous des apparences contestataires, voire anarchiques.

■ Eric SEIZELET, CNRS, IAO,

« Le renouvellement politique en panne : la patrimonialisation des charges parlementaires au Japon ».

Les « parlementaires héréditaires », seshū giin ont attiré l'attention des politologues nippons depuis le milieu des années 1980 : de plus en plus d'élus, de la majorité comme de l'opposition, tiennent leurs circonscriptions de leur père ou de leur beau-père. Ce phénomène qui a pour effet la mise en place de véritables « dynasties parlementaires », dont certaines remontent à l'époque de Meiji, s'est amplifié au cours de la dernière décennie et au fur et à mesure même de la hausse vertigineuse du coût des campagnes électorales. La présente communication se propose tout d'abord d'en mesurer l'amplitude diachronique, d'en expliquer les causes, de l'étudier du point de vue du système de reproduction des élites à travers les stratégies de survie et de prolongation politiques qui constituent, à la fois, un mode de reconnaissance sociale et un facteur d'accumulation du capital politique en vue de la conquête du pouvoir.

■ Emilie Tran, IEP de Paris, CEFC,

« Les conseillers des princes et la mutation du régime communiste chinois »

Pour mener à bien la politique de réforme et d'ouverture en Chine, le pouvoir communiste a dû modifier un certain nombre d'institutions et ces réorganisations ont contribué à accroître l'influence des pouvoirs locaux. Le rôle de ces derniers a été déterminant, non seulement dans la croissance économique, mais aussi dans la modernisation à tous points de vue de certaines municipalités et de leur région environnante. Et à cet égard, érigée en « vitrine de la Chine » par le pouvoir en place, Shanghai constitue un exemple tout à fait représentatif de cette évolution.

Or la réussite de la décentralisation au service de la modernisation économique-sociale du pays suppose non seulement la mise en place d'un nouveau cadre de régulation dont

les modalités sont dictées par le pouvoir central à Pékin mais elle dépend aussi et peut-être surtout de l'attitude des relais sociaux à l'échelon local. En effet, ces cadres dirigeants du Parti aux commandes de leurs circonscriptions, à défaut d'être eux-mêmes particulièrement bien formés aux nouvelles tâches et responsabilités qui leur incombent à l'ère des réformes, peuvent faire la différence en se montrant plus ouverts aux forces vives au-delà de l'appareil d'Etat et du système techno-bureaucratique, et plus particulièrement aux cerveaux du monde académique, pour les conseiller et les orienter dans leur stratégie de développement.

Encore une fois Shanghai constitue un cas d'exemple inédit dans la conception et la pratique du pouvoir telle qu'elles apparaissent en République populaire. Elle fut en effet la première municipalité en Chine, au milieu des années 1980, à avoir sollicité le concours et les conseils d'experts de différents milieux : principalement des économistes et des spécialistes de la planification urbaine dans un premier temps, puis des sociologues, des juristes et autres spécialistes d'histoire locale, pour ne citer que ceux-là. D'abord pratique informelle soumise au régime de la confidentialité (*neibu*), elle a été peu à peu institutionnalisée par le gouvernement municipal de Shanghai pour devenir aujourd'hui de véritables concours ouverts à tous et médiatisés sur les sites officiels de la mairie. Les chercheurs des différentes institutions académiques de la ville rivalisent en proposant des solutions toujours plus innovantes et parfois osées ou malheureuses aux problèmes qui se posent à la municipalité dans le processus de sa modernisation. En échange, ils obtiennent renommée et reconnaissance et parfois des fonds pour leurs recherches. Cette pratique a ensuite été reprise d'autres municipalités telles que Pékin et Shenzhen.

C'est donc une enquête sociologique de ces conseillers du pouvoir que nous nous proposons de présenter au prochain congrès de l'AFSP et à travers celle-ci, notre but est de répondre ou à tout le moins d'exposer les problématiques issues de cette relation entre les cadres dirigeants du Parti communiste chinois et leurs conseillers extérieurs. Ce lien contribue-t-il à renouveler et à transformer les forces vives du Parti, ou au contraire, est-il le reflet du ralliement de certaines élites académiques et du monde intellectuel au régime ? La question centrale qui nous préoccupe est donc celle de la nature de l'évolution de l'Etat en Chine.